

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° PREF-CAB-SIDPC-2021-285-004
EN DATE DU 12 OCTOBRE 2021
PORTANT OBLIGATION DE PORT DU MASQUE

La préfète de la Lozère
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

VU le code de la santé publique, notamment les articles L. 3131-1 et suivants ;

VU le code général des collectivités territoriales, notamment le 3 de son article L. 2215-1 ;

VU la loi n° 2021-689 du 31 mai 2021 relative à la gestion de la sortie de la crise sanitaire ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret du président de la République en date du 15 janvier 2020 portant nomination de la préfète de la Lozère M^{me} HATSCH Valérie ;

VU le décret n° 2021-699 du 1^{er} juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de la crise sanitaire, modifié, et notamment ses articles premier et 3 ;

VU l'avis du directeur départemental de l'agence régionale de santé ;

CONSIDÉRANT la propagation de l'épidémie de la COVID-19 sur l'ensemble du territoire de la République ayant justifié la mise en place de mesures spécifiques pour la sortie de crise sanitaire le 2 juin 2021 ;

CONSIDÉRANT que le décret n°2021-699 du 1^{er} juin 2021 modifié, prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire prévoit, en son article premier, que le préfet est habilité à rendre obligatoire, sauf dans les locaux d'habitation, le port du masque lorsque les circonstances locales l'exigent ;

CONSIDÉRANT que les données épidémiologiques communiquées par Santé Publique France confirme une augmentation de la circulation du virus dans le département de la Lozère ;

CONSIDÉRANT que le port du masque, pour les personnes de 12 ans ou plus, dans les espaces publics où les règles de distanciation physique ne peuvent être garanties, constitue une mesure limitant le risque de circulation du virus ;

CONSIDÉRANT qu'il appartient au préfet de prévenir les risques de propagation des infections par des mesures adaptées, nécessaires et proportionnées ;

SUR proposition de la directrice des services du cabinet ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Les personnes de 12 ans ou plus accueillies dans les établissements, lieux et événements dont l'accès est assujéti à la présentation du passe sanitaire, en application des dispositions de l'article 47-1 alinéa V du décret du 1^{er} juin 2021, doivent porter un masque de protection.

ARTICLE 2 : L'obligation de porter le masque prévue aux articles 1 ne s'applique pas :

- aux personnes en situation de handicap munies d'un certificat médical justifiant de cette dérogation, dès lors qu'elles mettent en œuvre les mesures sanitaires de nature à prévenir la propagation du virus, définies en annexe du décret n°2021-699 susvisé,
- aux pratiquants d'activités physiques et sportives ;
- aux pratiquants d'activités artistiques ;
- aux personnes se restaurant.

ARTICLE 3 : Les maires des communes sont chargés d'informer les organisateurs, les exploitants et le public par affichage des mesures sanitaires, de l'obligation de port du masque et du présent arrêté.

ARTICLE 4 : Conformément à l'article L. 3136-1 du code de la santé publique, la violation des mesures prévues par le présent arrêté est punie de l'amende prévue pour les contraventions de la quatrième classe et en cas de récidive dans les quinze jours, d'une amende de cinquième classe ou, en cas de violation à plus de trois reprises dans un délai de trente jours, de six mois d'emprisonnement et de 3 750€ d'amende ainsi que de la peine complémentaire de travail d'intérêt général.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté est applicable à compter du 12 octobre 2021 et jusqu'au 30 novembre 2021.

ARTICLE 6 : La directrice des services du cabinet, les maires des communes, le commandant du groupement de gendarmerie départementale, la directrice départementale de la sécurité publique sont chargés de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée au procureur de la République près le tribunal judiciaire de Mende.

Fait à Mende, le 12 octobre 2021

La préfète

signé

Valérie HATSCH